

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES **DU MERCREDI 24 AOUT 2016**

Félix Prosper Basse: mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.

- Activités des composantes de la MONUSCO
- Situation militaire

A l'occasion du lancement le 23 août 2016 du Comité préparatoire du dialogue politique inclusif en RDC, par le facilitateur Edem Kodjo, la MONUSCO tient à féliciter le facilitateur pour les efforts qu'il n'a eu de cesse de déployer afin de créer les conditions d'un dialogue politique inclusif visant à trouver des solutions pour arriver à la tenue d'élections crédibles.

Pour la MONUSCO, le lancement de ces travaux n'est que le début d'un processus que nous souhaitons le plus inclusif, ouvert et crédible possible.

Elle salue les mesures de décrispation prises jusqu'ici par le Gouvernement visant à permettre aux parties prenantes congolaises « d'engager un dialogue politique ouvert et sans exclusive ».

Pour les Nations Unies, ces mesures vont dans le sens des dispositions pertinentes de la résolution 2277 du Conseil de Sécurité, mais nous espérons qu'elles déboucheront sur d'autres mesures répondant aux critères pertinents de ladite résolution.

Il convient de rappeler qu'en son article 8, la Résolution 2277 « Exhorte le Gouvernement et toutes les autres parties concernées à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste, crédible, ouvert, transparent, pacifique et conforme à la Constitution congolaise, pour qu'il s'accompagne d'un débat politique libre et constructif, et pour que soient assurés la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion, un accès équitable aux medias, y compris aux médias d'Etat, {et la sécurité et la liberté de circulation de tous les candidats, ainsi que des observateurs et témoins, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des acteurs de la société civile, notamment des femmes \}. »]

Rappelant que le dialogue reste la seule issue pour sortir de l'impasse politique actuelle, les Nations Unies saisissent cette occasion pour lancer un appel aux acteurs politiques, toutes sensibilités confondues, notamment ceux qui hésitent encore à rejoindre le processus, de s'engager dans cette voie.

A cet égard, l'Organisation des Nations Unies, à travers le Représentant spécial du Secrétaire général, notamment en tant que membre du Groupe de soutien à la facilitation de l'Union africaine, poursuivra ses efforts dans ce sens avec toutes les parties prenantes dans le cadre de ses bons offices, et ceci conformément à la résolution 2277 du Conseil de sécurité.



De son côté, « le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, continue de suivre attentivement la situation en République Démocratique du Congo (RDC), en particulier l'évolution du dialogue politique.

Il prend note de la tenue hier à Kinshasa d'une réunion du comité préparatoire au dialogue, à l'initiative du facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo.

Le Secrétaire général rappelle que dans sa résolution 2277(2016) le Conseil de sécurité des Nations Unies a souligné l'importance d'un dialogue politique crédible et inclusif en vue de l'organisation d'élections présidentielles et législatives pacifiques, crédibles, ouvertes à tous, transparentes et qui respectent les délais prévus, conformément à la Constitution.

Le Secrétaire général encourage une nouvelle fois tous les acteurs politiques congolais à s'engager en toute bonne foi dans un dialogue politique inclusif afin de mettre fin à l'impasse qui entoure le processus électoral. Il note qu'il n'y a pas d'alternative à un dialogue politique crédible en RDC et encourage par ailleurs toutes les parties à éviter de faire monter la tension et d'engendrer des violences ».

Activités des composantes de la MONUSCO

Information publique:

Le Chef du Sous-bureau de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC, MONUSCO-Uvira, Ould Mohamed El Hacen, a procédé ce mardi 23 août 2016 à la remise officielle du bâtiment devant abriter le Palais de Justice militaire de Baraka, en territoire de Fizi, au Sud-Kivu.

Ce nouvel appui de la MONUSCO rentre dans le cadre d'un des piliers de son mandat, à savoir la restauration de l'autorité de l'Etat. D'un coût global de 103.800 dollars américains, dont plus de 97.000 financés par la MONUSCO, ce don est un Projet à Impact Rapide (QIP) qui vise non seulement à renforcer la lutte contre l'impunité en vue d'une meilleure protection des civils, mais aussi contribuer à la promotion des droits humains; concourir à l'amélioration des conditions de travail des magistrats et du personnel judiciaire de Baraka; et également appuyer de façon plus efficace la poursuite des auteurs de violations et/ou abus des droits de l'Homme dans le territoire de Fizi.

Le bâtiment concerné est un édifice de 20 mètres sur 10, comprenant 11 pièces dont 1 salle d'audiences, 3 cachots et 7 bureaux entièrement équipés (kits informatiques complets, mobiliers...).

Pour faire fonctionner la machine, un kit de 6 panneaux solaires a également été prévu, avec une capacité de 1200 Watts. Un investissement que la MONUSCO souhaite voir jalousement préservé pour les générations futures.



Situation militaire

(Par le Lieutenant-Colonel KARIM OUILY, porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées à l'Ouest de la République Démocratique du Congo, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été rapportée relativement calme pendant la période sous examen.

Elle demeure sous le contrôle des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), qui avec le soutien de la Force de la MONUSCO, poursuit sans répit dans le cadre de l'opération dénommée « Red Kite » (Cerf-volant rouge), ses activités militaires contre les éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), afin de contrer leur activisme.

Des rapports concordants ont rapporté des embuscades tendues le 20 août 2016 dans la province de Haut-Uélé, par quatre (04) éléments de la LRA, contre un véhicule de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) "Invisible Children"; mais aussi, à trois (03) cyclistes sur la route reliant Masombo et le marché de Niambiapay.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien déterminant de la Force de la MONUSCO, ses opérations contre les miliciens réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

De plus, l'armée loyaliste mène également avec la Force onusienne, des patrouilles intensives de domination de terrain dans les localités situées dans la zone frontalière avec la province du Nord-Kivu, notamment le territoire de Beni, dans le but d'assurer une protection optimale aux déplacés en provenance de cette partie du pays, mais aussi, aux populations locales.

Dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu, les FARDC poursuivent avec le soutien de Casques bleus de la Force de la MONUSCO, les activités militaires, afin de contrer les atrocités liées aux viols, pillages et traitements inhumains, perpétrées par des éléments du FRPI contre les populations civiles.

Le 16 août 2016, des éléments du FRPI ont érigé une barrière sur l'axe Boga-Burasi, dans la région de Siringi, située à environ 17 kilomètres à l'Est de Boga, violé une (01) femme et molesté plusieurs motocyclistes et piétons.

Le même jour, nombreuses femmes en déplacement vers le marché de Koga, ont été pillées par des éléments supposés appartenir au FRPI dans la région de Zitono, située à 12 kilomètres à l'Est de Gety.

Des éléments du FRPI ont également violé une femme, molesté sept (07) autres et pillé trente-six (36) individus à une barrière routière érigée dans la localité de Songolo Mula Ogoti, située à 44 kilomètres au Sud de Bunia.



Des troupes d'intervention rapide des FARDC basées dans la zone, ont été promptement projetées sur les lieux de l'incident, dans le but de mettre un terme à ces exactions et de sécuriser la région.

A la même date, quinze (15) éléments armés du FRPI ont attaqué la localité de Chanda, située à 7 kilomètres au Nord de Gety, pillé des biens de valeur, molesté trois (03) individus et blessé deux (02) d'entre eux, qui ont été évacués vers l'hôpital de Gety pour leur prise en charge médicale.

Des troupes des FARDC basées dans la région et à Longoda, ont été immédiatement déployées dans la zone, dans le but de repousser les assaillants, rassurer et protéger les populations locales.

Des unités du contingent Bangladais de la Force de la MONUSCO ont mené dans la région des patrouilles spéciales de domination de terrain, dans le but d'interdire d'autres attaques et de contrôler la zone.

Dans la nuit du 16 au 17 août 2016, des présumés éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Tchandam, située à approximativement 53 kilomètres au Sud de Bunia, pillé des biens de valeur appartenant aux villageois et blessé d'autres, dont l'un (01) d'entre eux a été évacué vers l'hôpital de Gety pour sa prise en charge médicale.

Par ailleurs, suite aux meurtres de civils commis le 13 août 2016 dans le territoire de Beni par des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), au moins cinq cents quatre-vingts seize (596) ménages se sont déplacés à ce jour de Beni vers les localités situées autour de l'axe Beni-Komanda, particulièrement dans le voisinage de la région d'Idohu, à environ 30 kilomètres au Sud de Komanda.

Des patrouilles intensives sont de façon régulière menées conjointement par les Forces coalisées FARDC-MONUSCO sur l'axe Komanda-Idohu, dans le but d'interdire toute menace sécuritaire aux populations locales en général, et aux déplacés en particulier.

Le 18 août 2016, deux (02) éléments supposés appartenir au FRPI ont tendu une embuscade à deux (02) commerçants en provenance de Bunia dans la région de Niania Avini, près de la localité de Sodhu, située à 5 kilomètres au Nord de Bavi, pillé ces derniers, tué l'un d'entre eux et blessé l'autre, qui a été transféré à l'hôpital de Gety pour des soins appropriés.

Les troupes des FARDC ont été projetées dans la région, dans le but de traquer les assaillants, et de sécuriser la région.

Les 19 et 21 août 2016, des éléments du FRPI ont agressé sexuellement deux (02) femmes dans la localité de Kapalayi (10 kilomètres au Sud de Kagaba), et pillé des biens appartenant aux populations civiles vivant dans les localités de Banikoza (6 kilomètres au Sud de Nyakunde), Busai (7 kilomètres au Sud de Nyakunde), Ndete et Malumbabo (approximativement 42 kilomètres au Nord-est de Komanda).



Les Forces coalisées FARDC-MONUSCO surveillent étroitement la situation sécuritaire dans les localités affectées, dans le but d'y déloger les insurgés ; et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) mène activement des investigations sur ces exactions, dans le but d'identifier les auteurs et d'initier des actions judiciaires à leur encontre.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire est demeurée tendue dans le territoire de Beni, et volatile dans les autres territoires de cette province, notamment Rutshuru et Walikale.

Dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire a été jugé tendu et imprévisible dans la partie septentrionale du Grand Nord (renfermant la région de Beni et Butembo), suite aux récentes activités criminelles perpétrées par des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), et leurs différents mouvements observés dans cette partie de la province.

En effet, des mouvements de redéploiement de quelques éléments réfractaires de l'ADF ont été rapportés le 19 août 2016 dans la localité de Kididiwe, située à approximativement 14 kilomètres à l'Est de Boikene, où deux (02) individus ont été tués.

Le meurtre de deux (02) autres civils a été signalé pendant la même période dans la localité de Supa-Kalau, située à 7 kilomètres à l'Est de Beni. Les biens de victimes ont également été pillés par les assaillants.

Des incidents similaires, perpétrés par des éléments de l'ADF, ont été aussi rapportés près de la localité de Mayangose.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC et de la Force de la MONUSCO, notamment celles du contingent Tanzanien et Népalais, ont été promptement projetées dans les régions affectées, dans le but d'interdire d'autres exactions contre les populations civiles, de dominer le terrain par la conduite de patrouilles intensives, de rassurer et de protéger les populations locales.

De plus, des troupes de renforcement des FARDC et de la Police Nationale Congolaise (PNC), ont été redéployées dans la ville de Beni, dans le but de dissuader toute infiltration de rebelles de l'ADF, et de sécuriser les personnes et leurs biens.

La Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO continue de déployer des patrouilles de reconnaissance dans la ville de Beni et les autres localités, dans le but de traquer les mouvements de rebelles de l'ADF, de contrôler la zone, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Les autorités congolaises ont également décrété un couvre-feu dans les villes de Beni et de Butembo, respectivement entre 20 et 6 heures, 19 et 6 heures ; et ce, dans le but de surveiller la situation sécuritaire et d'assurer une protection optimale des populations civiles.

Ces différentes mesures sécuritaires ont produit des résultats significatifs sur le terrain.

En effet, pendant la période sous examen, un présumé élément de l'ADF a été appréhendé par les FARDC au quartier Matanda, dans la municipalité de Mususa, à Butembo.



Le 19 août 2016, les FARDC ont arrêté deux (02) éléments supposés appartenir à l'ADF dans la région de Beni, dont l'un a reconnu au cours d'enquêtes préliminaires, sa participation aux récentes tueries de civils dans la zone de Beni.

A ce jour, la situation sécuritaire dans Beni-centre est calme et sous contrôle des Forces de Défense et de Sécurité congolaises, soutenues par la Force de la MONUSCO. Mais elle demeure perturbée dans la région de Butembo, du fait de l'érection de barrières routières par des motocyclistes et de tensions interethniques.

A cet effet, le 21 août 2016, deux patrouilles motorisées de la Force de la MONUSCO, ont été rapidement déployées de Beni vers la région de Butembo, dans le but de contrer une attaque liée aux tensions interethniques, initiée contre cinq (05) individus dans la localité de Maboya, située à 38 kilomètres au Sud de Beni.

Par ailleurs, depuis la capture d'un bastion important de l'ADF, le camp Garlic, par les FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, au cours de récentes activités militaires menées dans le cadre de l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**) dans la région dite du "Triangle", les éléments de ce groupe armé sont devenus forcement mobiles, et utilisent de plus en plus des tactiques de la guérilla contre les troupes loyalistes.

A cet effet, les 17 et 21 août 2016, les éléments de l'ADF ont tendu des embuscades aux troupes des FARDC dans les régions d'Abialose et du camp Garlic, situées respectivement à 18 kilomètres au Nord-est d'Oicha et approximativement 25 kilomètres à l'Est de Mayi Moya.

Ces attaques ont été repoussées par les FARDC.

La situation sécuritaire dans le Petit Nord, notamment le territoire de Rutshuru, a été caractérisée par la poursuite des opérations menées par les FARDC contre les éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe, mais également par la récurrence de tensions interethniques entre les communautés Hutu et Nande.

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité causée par l'activisme de groupes armés dans la localité de Kibirizi, notamment le groupe Mayi-Mayi Mazembe, les FARDC ont tué deux (02) éléments de cette force négative, au cours d'opérations menées le 20 août 2016 dans la région de Kinyamoyagha, située à 3 kilomètres au Nord-est de Kibirizi.

Par ailleurs, la récurrence de tensions interethniques entre les communautés Hutu d'une part, Nande et Hunde d'autre part, rapportée dans les localités de Nyanzale, Bwalanda et Kikuku, constitue une source de préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette partie de la province.

En effet, les 17 et 18 août 2016, environ deux cents trente-trois (233) maisons ont été incendiées, deux (02) civils blessés et 40% de populations déplacées vers Kihondo, Kasoko, Katsiru, Mweso et Kitchanga, suite aux conflits interethniques survenus entre les communautés précitées, dans la localité de Nyanzale.

Les Forces congolaise et onusienne sont intervenues, afin de mettre un terme aux affrontements et d'assurer la protection des populations locales.



Ainsi, trente-sept (37) individus ont été secourus par les FARDC, et regroupés pour leur protection près dans la base opérationnelle de la Force de la MONUSCO de Kihondo.

Quatre (04) ménages et environ quatre-vingts (80) individus ont été placés sous la protection des FARDC à Katwe, dans la région de Bwalanda.

De plus, les FARDC ont déployé des troupes additionnelles dans la région, afin de lutter contre les tensions interethniques.

Les Forces coalisées MONUSCO-FARDC ont multiplié les patrouilles intensives dans la zone, et empêché ainsi l'incendie d'autres maisons et des pillages.

Dans le territoire de Walikale, la MONUSCO fournit des efforts significatifs, afin d'amener les autorités traditionnelles et les déplacés de Buleusa à la réconciliation à travers différentes réunions, et d'améliorer positivement la situation sécuritaire dans cette région.

La MONUSCO continue également de fournir des rations alimentaires aux déplacés dans la zone.

Au chapitre des redditions dans la province, du 17 août 2016 à ce jour, dix-sept (17) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : quatre (04) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), neuf (09) de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) et quatre (04) du groupe Mayi-Mayi Mazembe, avec une (01) arme AK-47.

Au Sud-Kivu, des incidents isolés liés à l'activisme de quelques groupes armés, ont été rapportés durant la semaine écoulée.

Toutefois, la situation sécuritaire demeure sous le contrôle des Forces onusienne et congolaise dans cette province.

Au Tanganyika, aucun incident majeur susceptible de perturber la situation sécuritaire pendant la période sous examen, n'a été rapporté.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené 969 patrouilles armées, dont 320 nocturnes, et fourni 39 escortes pendant la période sous examen.